



CLUB CONVAINCRE DU RHONE

***Compte rendu du
Forum du 18 Mars 2024***

Point sur l'Ukraine quels enjeux pour 2024 ? animé par Jacques Gagneur

Après « l'année de la survie » puis « l'année de la résilience », vient celle « des défis », a estimé le président ukrainien Zelenski le 25 février.

Le débat portera sur les deux pays belligérants, l'agressé et l'agresseur, mais aussi les autres acteurs impliqués : l'Union Européenne, les USA et le "Sud global".

Sources de cette introduction : Le Grand Continent, Le Monde, Arte, C dans l'air, La grande conversation

Kiev, dimanche 25 février 2024, lors du forum « Ukraine. Année 2024 » :
« Après l'année de la survie puis l'année de la résilience, vient celle des défis », a estimé le président ukrainien cité dans Le Monde du 27-février-2024.

1. L'Ukraine, le pays agressé :

44 millions d'habitants, natalité en cours d'effondrement, la population est vieillissante, dont 6 millions sont en exil (femmes et enfants), majoritairement dans l'UE, dont 70 000 seulement en France. Ils sont surtout en Pologne et en Allemagne. Les hommes ne peuvent pas quitter le pays. La population sait précisément pourquoi elle est agressée : son souhait d'émancipation et d'évolution vers l'UE. Elle sait pourquoi la guerre qu'elle mène revêt un caractère existentiel. Tout cela explique sa remarquable capacité de résilience.

Ses alliés : les Etats Unis et l'Union Européenne principalement, mais aussi la Grande-Bretagne, le Canada, le Japon, l'Australie et la Nouvelle Zélande.

L'armée ukrainienne est entraînée depuis l'annexion de la Crimée et du Donbass en 2014 à affronter celle, officielle ou non, de la Russie. D'abord avec les matériels de l'époque soviétique, puis, de plus en plus, avec ceux des pays occidentaux, au fur et à mesure de leurs livraisons, souvent trop tardives. Et aussi avec leurs propres productions nationales dans la mesure de leurs moyens.

Au bout de 2 ans de guerre, les chiffres publiés et non contestés indiquent 125 000 morts ou blessés, dont une forte proportion de victimes civiles. Récemment Zelenski a annoncé 31 000 morts.

Pour les soldats comme pour les civils, le moral est parfois vacillant mais toujours une volonté très majoritaire de « ne rien lâcher ».

2. La Russie, le pays agresseur :

140 millions d'habitants, natalité faible, population vieillissante.

Une attitude impériale qui nie aux ukrainiens le droit d'exister comme nation indépendante, qui bafoue et viole le droit international. Cette attitude de refuser ce droit à une nation indépendante n'est pas nouvelle, elle est une constante russe depuis 300 ans.

Ses alliés : la Biélorussie, la Corée du Nord, l'Iran, qui lui livrent des armes et munitions et la Chine qui lui livre des renseignements et des pièces utiles (semi-conducteurs) à la production d'armement. Un doute sur l'Azerbaïdjan.

La résilience de l'économie russe est forte. Elle a su contourner les sanctions, avec un rôle important de la Chine, de l'Inde, de la Turquie et des pays du Golfe. L'économie est passée en mode « économie de guerre », financée par ce qui reste de la rente pétrolière et gazière.

La population est intoxiquée par une propagande massive, muselée par une répression féroce. Elle se répartit entre les opposants réduits au silence, les soutiens au pouvoir et ceux qui préfèrent se préoccuper d'autre chose (vie quotidienne, inflation, ...). L'enquête publiée par l'institut assez crédible Levada montre que la popularité de Poutine reste très élevée, en hausse à chaque début de guerre. Cependant les morts et les blessés commencent à faire parler les mères et les épouses. Et une partie des jeunes diplômés se sont exilés dès le début de la guerre.

Militairement, la Russie a repris l'initiative après l'échec de l'offensive ukrainienne de juin 2023. Elle dispose d'un important potentiel matériel et humain, supérieur à celui de l'Ukraine, mais l'envie des recrues de se battre n'est pas évident.

Le chiffre de 350 000 morts ou blessés est celui qui est reconnu dans les services occidentaux.

3. L'Union Européenne

Dès le début de l'agression russe, on a vu une unité inattendue et remarquable des 27 pays, malgré et avec le caillou hongrois de Victor Orbán dans la chaussure. Et on voit une relance volontariste récente du soutien sous forme d'accords bilatéraux conclus par

Berlin, Paris et Copenhague, à la suite de Londres. D'autres accords sont en cours de mise au point.

Cependant, le Grand Continent note que l'opinion révèle des fragilités qu'il faut noter et surveiller :

- Les Européens s'identifient majoritairement au conflit en Ukraine avec un effrètement.
- Le soutien militaire à l'Ukraine est en baisse, et les Italiens s'y opposent franchement.
- Les Européens sont toujours favorables à l'accueil des réfugiés...mais un peu moins lorsqu'ils sont déjà nombreux comme en Pologne.
- Les Européens sont de plus en plus sceptiques sur l'efficacité des sanctions.
- L'indépendance énergétique reste un point sensible par les inquiétudes en lien avec l'inflation.
- Plus de défense européenne, une constante de la guerre.
- Les partis face à l'Ukraine : clivage droite-gauche, extrêmes.
- Les partis face à l'Ukraine : exceptions nationales.
- Après la guerre : la reconstruction ukrainienne, un fardeau.
- Après la guerre : l'Ukraine dans l'Union, une idée majoritaire, sauf à l'extrême droite.

Breaking news : A l'occasion de la réunion à Paris des pays soutenant l'Ukraine, le président Macron évoque la possibilité de soldats des pays alliés de l'Ukraine sur le terrain.

Fort soutien militaire, politique et financier dès le début du conflit de la part de l'administration Biden (et un nombre restreint mais réel de républicains). Depuis quelques mois, il y a un blocage de nouveaux crédits par les républicains aux ordres de Trump. La perspective des élections présidentielles en novembre 2024 rend l'attitude de ce principal allié très imprévisible.

Autre acteur américain imprévisible, Elon Musk qui fournit gratuitement les services du système « Starlink ». C'est un outil indispensable de communication pour les Ukrainiens. Il a essayé de rendre ce service payant et Biden l'a arrêté.

5. Le « Sud global »

Certains pensent et disent « ce n'est pas notre affaire, ça se passe en Europe ».

Certains s'inscrivent dans une vision de l'occident contre les « dominés/exploités/colonisés », sous influence ou non de la Russie et/ou de la Chine.

Certains s'abstiennent ou votent contre les résolutions de l'ONU condamnant l'agression russe et contre les sanctions.

Un exemple de comportement ambigu : la Turquie, membre de l'OTAN, est opposée aux sanctions.

Une préoccupation est largement partagée au niveau mondial : celle des perturbations des marchés alimentaires et énergétiques. L'Egypte est totalement tributaire des importations de céréales de Russie et d'Ukraine.

6. 2024, quels enjeux ?

Militairement, après l'échec de l'offensive de juin 2023, la phase actuelle est au repli et à une posture défensive : le front aujourd'hui est stabilisé, les Ukrainiens ont changé de chef d'état-major et pris une position de repli pour économiser des vies humaines. Elle est aussi une phase d'attente de la livraison des F16, de la montée en puissance des industries de défense européennes qui est lente, et de la levée de l'inconnue américaine en fin d'année. Même Biden ne garantit pas un engagement américain suffisant pour modifier la situation.

Il y a des tenants de la négociation, au vu de la situation d'un front qui ne bouge (quasiment) pas. On en a vu au Parlement français ; c'est négocier en situation défavorable.

Il y a des « fatigués » de l'aide, pressés d'en finir. 2 ans de guerre, c'est long.

Il y a les conscients que cette guerre sera longue et qu'on ne peut/doit pas laisser gagner la Russie.

Les Ukrainiens, très tôt dans le conflit, ont fait un plan de paix en 10 points, totalement ignoré par le pouvoir russe. Les Ukrainiens ne veulent pas autre chose que de retrouver leurs droits et leur territoire et l'intégration à l'UE dès que possible. L'Union Européenne est insupportable pour Poutine et il cherche à la déstabiliser tant qu'il peut.

L'émission « C'est à vous » de début mars montrait des intervenants qui se positionnaient comme si la France pouvait être décisionnaire de la fin de cette guerre. La France a un apport, peut accompagner, mais elle n'est pas décisionnaire.

Une des issues de ce conflit majeur est l'intégration de l'Ukraine à l'Union Européenne. Cela ne sera pas simple. Il y a des réticences très fortes au sein des pays européens.

Le Monde du 23 février a publié une interview de Louis Gauthier, ancien SGDSN :

"Gagner la guerre ou plutôt ne pas la perdre en 2024, c'est éviter que le conflit ne s'achève ou se gèle aux conditions de Moscou. Il faut donc impérativement aider l'Ukraine à tenir bon. L'Europe n'est pas en guerre, mais le front ukrainien est le sien."

J'ai un grand sentiment de désordre et d'inquiétude. L'Europe est aujourd'hui la première puissance concernée, or elle n'est pas organisée militairement. Les Etats-Unis risquent de s'éloigner même avec les Démocrates au pouvoir. Nous-mêmes européens nous ne sommes pas organisés, notre industrie n'est pas coordonnée. Tout cela est effrayant. On entend les propos de Macron nous invitant à nous préparer à une participation plus directe à la guerre. Les opinions européennes n'y sont pas du tout prêtes.

Je m'interroge sur les possibles liens entre ce qui se passe à Gaza et en Ukraine. Est-ce un moyen de détourner l'attention ?

Rafaël Glucksman affirme que les trois-quarts des armes qui sortent de France partent aux Emirats, pas en Ukraine. Je m'interroge sur des propos va-t-en-guerre de Macron ne tiennent pas la route.

Un début d'explication à la proportion : les ventes d'armes sont issues de contrats signés. Les expéditions correspondent aux contrats signés voici des années pour des avions ou des navires de guerre.

La France donne effectivement moins que ce qu'elle a promis et se trouve en dessous de l'Allemagne ou le Danemark. Ne pourrait-elle pas trouver assez de raisons pour soutenir l'Ukraine contre Poutine ? Je pense que rien ne peut l'arrêter. Si on laisse l'Ukraine perdre, nous en subirons des conséquences par la suite.

L'arrivée des extrêmes droites aux élections européennes est inquiétante

La question peut être prise de deux manières. Essayer de faire de la prospective, je m'en sens incapable. Ce qui m'intéresse est la question « que faire ? ». Je vois trois enjeux.

Par rapport à l'extrême droite, j'ai un vieux reste d'optimisme. Très globalement la France est pro-ukrainienne, y compris ceux qui votent culturellement à l'extrême droite. Ce qui se passe en Ukraine est un argument contre l'extrême droite.

Que faire : la question de l'industrie de la défense européenne est première. Les conditions sont réunies pour une prise de conscience et pour reconstruire cette industrie. C'est une course de vitesse. Les efforts que l'Europe peut faire iront-ils assez vite ? Il faut que les Ukrainiens tiennent.

Troisième point qui n'a pas été abordé, la question de l'intégration de l'Ukraine dans l'UE. C'était le point de départ ; je suis inquiet qu'on parle des conditions à remplir par l'Ukraine et qu'on ne parle pas des conditions à remplir par l'UE pour intégrer aussi la Moldavie, les autres pays de l'ex Yougoslavie. Pour le moment personne n'en parle dans la campagne électorale.

Sur la question européenne ; il y a une forte progression de l'extrême droite. Pour la configuration du Parlement Européen on y trouve deux groupes : un groupe des conservateurs européens avec Meloni et le PIS qui soutiennent l'Ukraine et le groupe Identité Démocratie qui est po-russe avec le RN et l'AFD allemande. Ces deux groupes resteront opposés sur ce point.

L'Europe met des fonds pour acheter ailleurs des munitions.

L'autre question sera bien ce que devient l'Europe de la défense si les Etats Unis ne sont plus derrière nous. Qu'est-ce que l'OTAN sans les Etats Unis ? Macron veut se montrer comme le leader en Europe dans ce domaine.

Intéressant de voir la lecture interne de ce conflit dans les divers pays européen. En France, le RN s'est abstenu et LFI a voté contre l'accord militaire. La position de LFI est inquiétante. « Si vous êtes pour la paix, votez insoumis » a dit Mélenchon

En positif, la guerre en Ukraine a donné un coup d'accélérateur à la construction européenne. Plus immédiat sur l'énergie et l'environnement on a vu une accélération des énergies renouvelables.

Un long entretien de François Rufin dans le monde et Manon Aubry affirment qu'au parlement européen LFI a voté l'envoi d'armes en Ukraine. Ils ont voté contre l'accord de coopération France Ukraine car ils ne veulent pas d'adhésion de l'Ukraine à l'UE et à l'OTAN qui sont mentionnés dans l'accord.

La position de LFI n'est pas tout à fait celle de Mélenchon. J'espère que le réalisme prévaudra. Mais la raison ne pilote pas le résultat des élections.

Deux remarques. La question de l'engagement de la France avec des troupes au sol. J'ai eu une position un peu ambiguë qui ressemblait à celle vis-à-vis de l'URSS. Aujourd'hui les fonctionnaires en Afrique soutiennent à fond la Russie. L'essentiel est de gagner la bataille de l'opinion. Prenons en compte que la Russie a intoxiqué nombre d'opinions publiques via la guerre hybride qu'ils mènent. Ils jouent à fond les effets négatifs des systèmes médiatiques. Ils ont gagné cette guerre en Afrique.

Ainsi le Cameroun fait partie des pavillons de complaisance pour le pétrole russe. Nous ne consommons pas moins de pétrole russe par des passages de ce pétrole et de gaz dans des pays dits neutres.

La France devrait être capable de livrer ses meilleurs matériels. Macron est compliqué à comprendre. Avec le retrait au Sahel, la France a les moyens d'envoyer des troupes.

Un élément d'analyse sur la défense européenne. Dans les faits réels, sans forcément sans grande déclaration. ?? Il y a une progression lente sur l'industrie. Par contre, la question n'est pas évoquée d'une force de défense européenne. C'est toujours l'apanage de chacun des états. Restons prudents sur la portée que l'on donne à cette défense européenne. L'initiative de Macron a pris les gens à rebours et montré les hésitations multiples. Nous ne sommes pas en guerre contre la Russie mais en soutien à l'Ukraine, ce qui est bien différent.

Notre vieille Europe et ses valeurs n'a pas la sympathie des pays du Sud. La Chine et la Russie ont sans doute plus de succès.

Ce n'est pas un bloc homogène. C'est un retour de balancier du phénomène de la décolonisation. Une distance est prise, parfois hostile mais ce n'est pas tout le monde tout le temps et sur tous les sujets.

De façon générale, nous apparaissons peu sympathiques dans les pays du sud.

Les opinions publiques africaines ne comprennent pas notre position de ne pas condamner la manière dont Israël fait la guerre à Gaza. Nous sommes pris par ce poison. Nous fournissons des obus et des armes à Israël pour tuer des civils. Difficile de faire la morale et d'être crédibles. Engageons-nous plus fort en Ukraine et donnons-leur des armes modernes.

La prédation des ressources au Mali, au Niger par le groupe Wagner puis par la Russie. C'est aussi du colonialisme. Les Africains finiront par le voir. De même les investissements chinois en Afrique ont montré qu'ils prenaient la main sur les économies. Ce rejet qui naît pourrait grossir.

Une question sur la Transnitrie qui fait appel à la Russie contre les menaces qui viendraient de la Moldavie. Est-ce un risque à court terme ou une fanfaronnade ?

La Transnitrie est une province moldave qui a cherché avec l'appui de la Russie à s'autonomiser. Elle accueille 1000 soldats Russes. L'épisode de l'explosion peut être une provocation pour créer une zone de tension au sud-ouest de l'Ukraine. Si cette explosion provenait de l'Ukraine, cela serait très étonnant. Pourquoi provoquer à leur détriment ? Je ne crois qu'à une provocation Russe.

La Transnitrie pourrait être une base arrière pour marcher sur Odessa. Les Russes ont-ils la capacité logistique de faire quelque chose de significatif depuis la Transnitrie ? La

Moldavie est engagée dans une démarche d'adhésion à l'Europe. Cela pourrait devenir une raison supplémentaire d'un engagement européen à ses côtés.

Connaissez-vous un pays démocratique aidé par la Russie ? Même question pour la Chine. Tous deux parient sur le fait que leur envie de puissance y est plus facile.

La résilience de l'économie russe est importante. Elle a su contourner les sanctions. Le PIB de la Russie est équivalent à celui de l'Espagne, inférieur à celui de la France. Quid des conséquences sur le niveau de vie des Russes ? La population russe va s'en inquiéter.

La Russie tient parce que son économie de guerre est financée par la rente pétro-gazière. Cette situation leur permet de tenir longtemps avec un niveau de vie qui ne baisse pas tant que cela. La vie quotidienne des Russes n'a guère changé. Je n'ai vu aucun article d'une baisse du mode de vie des Russes dans leur ensemble.

Le niveau de vie reste très faible même pour la classe moyenne. Cette situation est ancienne. La nourriture est assez bon marché, les logements aussi mais surpeuplés, les autres produits sont chers.

Cela explique la demande des Américains d'atteindre 2% du PIB pour la défense pour tous les membres de l'OTAN. La Russie serait autour de 30% de son PIB : c'est typique d'une économie de guerre qui bouscule tous les outils industriels.

Je n'ai vu nulle part ce chiffre. N'est-ce-pas 30% du budget de l'Etat russe ? Oui, c'est cela.

Cela joue forcément sur le niveau de vie des Russes. Le retour de morts ou de blessés a certainement un effet. Dans une dictature, cela peut durer. Poutine a encore une marge de manœuvre.

Les services de l'état Russes fonctionnent plutôt bien, en particulier les hôpitaux. Dans leur vie quotidienne, les Russes ne sont pas impactés.

Les sanctions prises contre les Russes prennent 18 mois à deux ans pour avoir des effets. Pour préserver la disponibilité en essence, la Russie a bloqué ses exportations de carburants. La précarité des Russes est certaine, ils ont appris à se taire et à endurer des conditions de vie rudes.

Conclusion :

Gardons espoir. Dans cette situation périlleuse pour les Ukrainiens au premier chef. Le temps joue pour une Europe qui sera au rendez-vous et pourra éviter le retour de l'Ukraine sous le joug russe.

**Soutenez le Club Convaincre en envoyant un chèque d'adhésion de 30 €
à l'adresse du trésorier du Club Pierre Prunet 63 chemin des Forêts St Cyprien Lachassagne 69 480**

pour tout contact : club.convaincre@gmail.com

notre site <http://www.convaincre-rhone.fr/>